

Arusha, le 10 janvier 2008

Prisonniers politiques de l'ONU  
Centre de Détention de l'ONU (UNDF)  
Arusha – Tanzanie

RECEIVED 10 JAN 2008  
UNDF.

A Son Excellence Monsieur Ban Ki Moon, Secrétaire Général de l'ONU,  
À l'Honorable Juge C.M. Dennis Byron, Président du TPIR,

**Objet: Dénonciation du chantage continué du régime de Kigali au TPIR**

Monsieur le Secrétaire Général de l'ONU,  
Monsieur le Président du TPIR,

Nous, Prisonniers politiques de l'ONU détenus à Arusha, avons dénoncé, dans de nombreuses correspondances antérieures, dans notre Déclaration du 15 novembre 2007 plus particulièrement, les ingérences et pressions incessantes du gouvernement de Kigali et de ses sponsors dans le fonctionnement du Tribunal Pénal International pour le Rwanda (TPIR). Ces ingérences et pressions incessantes visent, non seulement à obtenir, à tout prix, la condamnation de tous les accusés Hutu, mais aussi, à assurer l'impunité aux membres du Front Patriotique Rwandais (FPR) responsables de crimes contre le droit international humanitaire commis au Rwanda depuis 1990. Nous avons soutenu et continuerons de soutenir que c'est par une justice équitable et impartiale que le Tribunal pourra accomplir sa mission de réconcilier le peuple rwandais et de ramener une paix durable dans la région des Grands Lacs Africains.

Cependant, la position du gouvernement rwandais présentée au Conseil de Sécurité de l'ONU par son Représentant permanent, Monsieur l'ambassadeur Joseph Nsengimana, en réaction au dernier rapport des autorités du Tribunal, est à ce point préoccupante qu'elle nous oblige à attirer votre attention sur certains de ses aspects qui posent de réels problèmes et justifient que nous y insistions fortement. Au sujet du transfert des dossiers et des condamnés du TPIR, l'ambassadeur Nsengimana s'est adressé au Conseil de sécurité sur un ton ouvertement menaçant en disant: «Ayant coopéré avec le TPIR, le Rwanda n'entend pas être subordonné à d'autres systèmes nationaux [...] Nous exhortons le Conseil de sécurité à donner un calendrier clair sur la nécessité de transférer les coupables au Rwanda sans plus de délais.» Il a également suggéré au Conseil de sécurité de scinder la Chambre d'appel comme ce fut le cas pour le Bureau du Procureur, il y a quatre ans. Au sujet des archives du TPIR, il n'a pas hésité à déclencher une inutile campagne de suspicion contre la commission consultative ad hoc créée par l'ONU ainsi

que contre son président, l'Honorable Juge Richard Goldstone, en ces termes : « *Nous espérons que le Rwanda ne subira pas de préjudice au prétexte de ses moyens limités ou sur d'autres bases.* »

Monsieur le Secrétaire Général,

Monsieur le Président,

Vous nous permettrez d'attirer votre attention, une fois de plus, sur le fait que le gouvernement rwandais ne souscrit à aucune de vos préoccupations visant le respect des standards internationaux en matière de justice. Il n'est pas favorable à ce que le TPIR assure des procès équitables aux Hutu accusés de génocide. Eu égard aux critiques unanimement formulées contre lui, relativement aux conditions déplorables dans lesquelles sont détenus des milliers de Hutu, souvent sans dossiers, ce gouvernement n'a aucune base légitime pour exiger du TPIR le transfert des accusés ou des condamnés du TPIR au Rwanda où ils courent le grand risque d'être purement et simplement liquidés. Quant à la coopération avec le Tribunal, tout le monde sait que Kigali coopère seulement quand il s'agit d'accuser les Hutu. En effet, on se souvient des difficultés qu'a rencontrées le TPIR lorsque l'ancienne Procureur Carla Del Ponte a envisagé des poursuites contre certains criminels dans les rangs du FPR. Madame Florence Hartmann, ancienne-porte parole de Carla Del Ponte, confirme que c'est à cause de ce dossier que celle-ci a été évincée de son poste.<sup>1</sup>

Le gouvernement du FPR n'a aucun intérêt à ce que soit mis fin à l'impunité garantie au Président Kagame et à ses hommes de main responsables de crimes abominables commis contre le peuple rwandais. C'est donc dans cette logique que, lors de son intervention devant le Conseil de sécurité, le 10 décembre 2007, l'ambassadeur Joseph Nsengimana s'est gardé d'évoquer les mandats d'arrêt internationaux lancés depuis novembre 2006 contre neuf proches collaborateurs du Président Paul Kagame. Il n'a rien dit de la demande que, par la même occasion, le Juge français Jean Louis Bruguière a adressée aux autorités de l'ONU et du TPIR relativement aux poursuites contre le général Paul Kagame. L'ambassadeur rwandais n'accorde aucun crédit à la déclaration du Procureur Hassan Bubacar Jallow faisant état d'un hypothétique lancement des premiers mandats d'arrêt contre des membres du FPR au début de cette année 2008. Concernant la pression du gouvernement de Kigali pour hériter des archives du TPIR, il y a lieu de penser, raisonnablement, que plusieurs objectifs sont visés dont notamment : (1) mettre la main sur les dossiers à charge contre les membres du FPR pour les faire disparaître ; (2) mettre la main sur les informations protégées du TPIR auxquelles il ne devrait normalement pas avoir accès ; (3) contrôler l'accès aux archives du TPIR par le public à des conditions qu'il aura lui-même fixées.

Quant à la scission de la Chambre d'appel suggérée par Kigali, elle rappelle le regrettable précédent créé en 2003, quand l'Administration américaine et le Gouvernement britannique ont comploté pour renvoyer du TPIR la Procureur Carla Del Ponte afin de l'empêcher de lancer les poursuites contre les criminels avérés parmi les dignitaires qu'ils ont placés aux commandes à Kigali depuis juillet 1994. Cette demande du Rwanda n'a rien de surprenant. Elle est intervenue deux semaines à peine, après l'arrêt du 28 novembre 2007 de la Chambre d'appel dans l'affaire

---

<sup>1</sup> Madame Florence Hartmann, *Paix et châtement: les guerres secrètes de la politique et de la justice internationales* (Paris, Flammarion, 10 septembre 2007), p. 262 à 275

dite « *des Médias* » qui consacre le rejet d'une grande partie des chefs d'accusation dont le crime d'entente en vue de commettre le génocide. Mais, malgré les lourdes peines infligées injustement à Ferdinand Nahimana, Jean Bosco Barayagwiza et Hassan Ngeze par la Chambre d'appel, Kigali ne décolère pas. Parce que cet arrêt vient renforcer la jurisprudence du Tribunal qui met sérieusement en doute la thèse du « *génocide planifié* » des Tutsi par les Hutu, les conseillers de Paul Kagame pensent qu'en scindant la Chambre d'appel, il leur sera plus aisé d'influencer les décisions des juges d'appel désormais chargés de trancher les seuls recours en provenance du TPIR. C'est pour cette raison que l'ambassadeur Nsengimana n'a pas hésité à préconiser la scission en brandissant l'arme habituelle contre le TPIR qui est le chantage et la menace.

Nous estimons que le TPIR ne devrait pas céder devant ce chantage du régime FPR ; au contraire il doit s'en tenir aux orientations de son nouveau Président qui insiste pertinemment sur les garanties de justice, d'équité et d'impartialité. En effet, lors de la présentation à l'Assemblée générale des Nations Unies de son rapport sur le TPIR, le 15 octobre 2007, le Président Byron a déclaré: « *I must recall that in founding Resolution of the ICTR the Security Council explained that the motive for setting up the tribunal was to bring peace to the Great Lakes Region and to deter the concept of impunity for mass atrocity. It is significant that for those political purposes, a judicial institution was established. At first glance, the Tribunal might be judged as a success or a failure by certain political criteria. But there are legal criteria by which it must be judged as a court. It will be held to have succeeded or failed by credibility and fairness of its trial process. More importantly, I submit, that the explicit political purpose in its creation may best be served by its success as a court and the fairness of its process.* » Le 10 décembre 2007, devant le Conseil de Sécurité, il a renchéri: « *The impact of the Tribunal's work has already extended beyond the number of persons prosecuted and judgments rendered. One of the fundamental and lasting contributions of the Tribunal is bringing justice to the peoples of Rwanda and Great Lakes Region. Justice is an essential element of peace and reconciliation. There will be no lasting peace if there is no credible international justice perspective that unites on high level, the peoples of Rwanda and the Great Lakes Region, who have suffered from the heinous crimes committed in 1994.* »

L'honorable Judge Byron a fait ces deux déclarations à deux mois d'intervalle, quelques mois à peine après son élection à la présidence du Tribunal Pénal International pour le Rwanda, en remplacement de l'Honorable juge Eric Møse. Nous n'avons aucun motif de douter de sa bonne foi quand il insiste ouvertement sur l'impartialité des procès devant le TPIR ou lorsqu'il se prononce clairement en faveur de l'équité des procédures et de l'éradication de l'impunité dont jouissent certains parmi les responsables des crimes abominables qui ont endeuillé le Rwanda. Le Juge Byron a probablement compris que c'est à cette seule condition que le TPIR peut espérer réaliser un début de réconciliation nationale et d'apporter une paix durable dans la région des Grands Lacs Africains tant éprouvée par le conflit rwandais.

Malheureusement, au TPIR, tout le monde ne semble pas partager les préoccupations de son nouveau président. Ainsi par exemple, nous constatons avec beaucoup de regret que le Procureur Hassan Bubacar Jallow ne montre aucun signe indiquant qu'il est disposé à se démarquer des manœuvres initiées de longue date par son Bureau, sur pression du Gouvernement de Kigali et de ses puissants protecteurs. C'est ainsi que nous interprétons son

obstination à demander le dessaisissement du TPIR de certains dossiers au profit des juridictions du Rwanda, alors que ces procès peuvent être tenus au TPIR, conformément aux avis unanimes des principales organisations de défense des droits de l'homme opposées à sa démarche. Par ailleurs, comme nous l'avons écrit au Président du Tribunal spécialement dans notre lettre du 10 décembre 2007, il n'est pas compréhensible de voir le Procureur demander le transfert au Rwanda des dossiers de ces accusés alors que les Chambres saisies de leurs affaires avaient déjà fixé les dates d'ouverture de leurs procès<sup>2</sup>.

Nous profitons de cette même occasion pour exprimer nos sérieuses préoccupations, suite aux récentes décisions rendues par les chambres désignées pour se prononcer sur le transfert au Rwanda des dossiers des accusés Gaspard Kanyarukiga, Ildéphonse Hategekimana et Yussuf Munyakazi. Nous constatons des contradictions qui dénotent déjà un manque d'impartialité. En effet, dans l'affaire Munyakazi, la Chambre saisie a rejeté la requête de l'Association des avocats de la défense (ADAD) aux fins d'intervenir dans cette procédure en qualité d'« *Amicus curiae* », en prétendant que la représentation de cette association ne serait pas impartiale. Dans l'affaire Kanyarukiga, la Chambre saisie a autorisé le gouvernement rwandais à intervenir à titre d'« *Amicus curiae* » malgré le fait que le Rwanda est partie prenante dans cette procédure, donc fatalement non impartial, et sans tenir compte du fait que, dans sa représentation, le Rwanda se prévaut de ce que son intervention vient appuyer la demande du Procureur. C'est ni plus ni moins ce qu'il est convenu d'appeler la politique des deux poids deux mesures ou, pire, la justice discriminatoire. C'est pourquoi nous soutenons sans réserve la requête de l'association ADAD aux fins de reconsidération de la décision du 13 décembre 2007 dans l'affaire *le Procureur contre Yussuf Munyakazi (ICTR-2001-36A)*, déposée le 17 décembre 2007.

Etant donné que les quatre dossiers concernés peuvent parfaitement être jugés par le TPIR comme le Procureur l'affirme lui-même<sup>3</sup>, les chambres saisies devraient considérer que ces requêtes n'ont plus d'objet et ordonner l'ouverture de ces procès dans les meilleurs délais. Nous saisissons cette occasion pour renouveler notre proposition de prolongation du mandat du TPIR, non seulement pour terminer tous les procès, dans la sérénité et le respect d'une bonne administration de la justice, mais aussi et surtout pour revoir les jugements rendus sur de bases fausses comme nous l'avons souligné dans notre déclaration du 15 novembre 2007. Cette prolongation servirait également à arrêter et juger les membres du FPR responsables de crimes contre le droit international humanitaire commis au Rwanda en 1994. Ce faisant, le TPIR écartera l'accusation d'avoir institutionnalisé l'impunité et compromis la réconciliation du peuple rwandais.

Enfin, nous tenons à rappeler à votre attention notre demande relative au transfert des condamnés évoqué dans plusieurs de nos correspondances antérieures, dans notre lettre du 19 septembre 2004, plus particulièrement. Dans sa réponse datée du 22 septembre 2004, le Président du TPIR nous avait confirmé que le Bénin, la France, l'Italie, le Mali, la Suède et le Swaziland étaient disposés à accueillir les condamnés et nous avait également assurés que les transferts se feront conformément à la Directive du 10 mai 2000 qui stipule que l'avis du

<sup>2</sup> Le début du procès de Hategekimana avait été fixé au mois de septembre 2007 tandis que les procès de Gatete et Munyakazi devaient commencer en janvier 2008.

<sup>3</sup> Voir déclaration du Procureur du TPIR rapportée par l'Agence Hironnelle du 17/12/2007

condamné et la proximité de sa famille du lieu de son emprisonnement seront pris en considération. Mais, nous constatons avec regret que, depuis 2003, aucun transfert n'a été effectué alors que la liste de ceux qui attendent le transfert n'a fait que s'allonger et malgré leurs demandes de transfert individuelles maintes fois renouvelées. Nous estimons qu'il est urgent de faire application des textes en vigueur et procéder au transfert des condamnés dans les pays où ils doivent purger leurs peines, mais à l'exclusion du Rwanda.

Veillez agréer, Messieurs, l'assurance de notre haute considération.

Les signataires : Voir la liste en annexe

Copie pour information:

- Monsieur le Président du Conseil de Sécurité de l'ONU ;
- Honorables Juges du TPIR (tous) ;
- Monsieur le Greffier du TPIR, à Arusha ;
- Monsieur le Procureur du TPIR, à Arusha ;
- Madame/Monsieur l'Avocat(e) de la Défense (tous) ;
- Monsieur le Président de l'ADAD, à Arusha ;
- Commission des Droits de l'homme, à Genève ;
- Commission Internationale des Juristes, à Genève ;
- Association Américaine des Juristes ;
- Association internationale des Juristes démocrates, New Delhi ;
- Cour Européenne de Justice ;
- Cour Européenne des Droits de l'Homme, à Strasbourg ;
- Cour Africaine des Droits de l'Homme ;
- Amnesty International à Londres ;
- Familles des signataires ;
- Centre de lutte contre l'impunité et l'injustice au Rwanda, à Bruxelles ;
- Forces Démocratiques Unifiées (FDU) ;
- Association Dukomere, à Bruxelles ;
- Avocats sans frontière, à Paris ;
- FIDH, à Paris;
- Human Rights Watch;
- La Presse.

Arusha, January 10, 2008

UN Political Prisoners  
UN Detention Facility (UNDF)  
Arusha – Tanzania

His Excellency Mr. Ban Ki Moon, UN Secretary General,  
Honorable Judge Dennis C.M. Byron, President of the ICTR,

**Subject: Denunciation of the Kigali regime constant blackmail to the ICTR**

Mr. Secretary General,  
Mr. President,

We, the UN Political Prisoners detained at Arusha, denounced in our previous letters and especially in our Declaration of November 15, 2007, the endless pressures and interferences in the functioning of the International Criminal Tribunal for Rwanda (ICTR) by the Kigali government aimed not only at obtaining the conviction of all accused Hutus but also at ensuring impunity to members of the Rwandan Patriotic Front (RPF) responsible of crimes against the international humanitarian law committed in Rwanda since 1990. We supported and will continue to support that it is by fair and impartial justice that the Tribunal will achieve its mission to reconcile the Rwandan people and to bring a lasting peace in the African Great Lakes region.

However, the Rwandan government position presented before the UN Security Council by its Permanent Representative, Ambassador Joseph Nsengimana, in reaction to the last report by the ICTR authorities is worrying to the extent that we are obliged to draw your attention on some of its aspects which cause real concerns and justify that we strongly focus on them. Concerning the transfer of cases and ICTR convicted persons, Ambassador Joseph Nsengimana addressed the UN Security Council in overtly threatening language saying: «*Ayant coopéré avec le TPIR, le Rwanda n'entend pas être subordonné à d'autres systèmes nationaux [...] Nous exhortons le Conseil de sécurité à donner un calendrier clair sur la nécessité de transférer les coupables au Rwanda sans plus de délais.*» He also suggested to the UN Security Council to split the Appeals Chamber as it was the case for the Office of the Prosecutor four years ago. In relation to the ICTR Archives, he did not hesitate to launch an unwarranted campaign of suspicion against the ad hoc consultative commission created by the UN and, as well as against its chairman, honorable Judge Richard Goldstone, by saying: «*Nous espérons que le Rwanda ne subira pas de préjudice au prétexte de ses moyens limités ou sur d'autres bases.*»

Mr. Secretary General,  
Mr. President,

Allow us to draw you attention, once again, to the fact that the government of Rwanda does not subscribe to any of your concerns in relation to the respect of the international standards with regard to justice. It is not favorable to the fact that the Hutus accused of genocide receive fair trial at the ICTR. Given the critics unanimously formulated against it in relation to the deplorable conditions in which thousands of Hutus are detained, often without files, that government has no legitimate basis to demand the transfer of the ICTR accused or convicted persons to Rwanda where there is a high risk for them to be simply eliminated. As far as the cooperation with the Tribunal is concerned, everybody knows that Kigali cooperates only when it comes to accusing Hutus. Indeed, one recalls

the difficulties experienced by the ICTR when Madame Carla Del Ponte, former Prosecutor, was considering prosecuting some RPF criminals within its ranks. Madame Florence Hartmann, former Carla Del Ponte's spokesperson, confirmed that it was because of that matter that Carla Del Ponte was ousted from her office<sup>1</sup>.

The RPF government does not have any interest in putting an end to the impunity granted to President Kagame and to his henchmen responsible of horrible crimes against the Rwandan people. It is in that logic that, when intervening before the UN Security Council on December 10, 2007, Ambassador Joseph Nsengimana avoided mentioning the international warrants of arrest issued in November 2006 against nine close collaborators of President Kagame. He did not say anything about the request addressed, at the same occasion, by the French Judge Jean Louis Bruguière, to UN and ICTR authorities about prosecuting General Kagame. The Rwandan Ambassador did not give any credit to the statement made by the Prosecutor, Hassan Bubacar Jallow, concerning the first warrants of arrest to be issued hypothetically against RPF members at the beginning of 2008. Concerning the Kigali government pressure aimed at inheriting the ICTR Archives, one might think reasonably that it has many objectives, such as: (1) to lay hands on the files compromising RPF members in order to make them disappear; (2) to lay hands on the ICTR protected information to which it should not normally have access; (3) to control public access to the ICTR Archives, under its own conditions.

With regard to the split of the Appeals Chamber suggested by Kigali, that reminds the regrettable precedent created in 2003 when the American Administration and the British government conspired to oust Prosecutor Carla Del Ponte from the ICTR in order to prevent her from prosecuting confirmed criminals among the dignitaries whom they have put to power in Kigali since July 1994. The Rwandan claim is not surprising. It came up just two weeks after the Appeals Chamber judgment in the Media Case was issued, on November 28, 2007. That judgment rejected a big number of counts including the crime of conspiracy to commit genocide. But, despite the heavy sentence imposed on Ferdinand Nahimana, Jean Bosco Barayagwiza and Hassan Ngeze by the Appeals Chamber, Kigali is still angry. Since that judgment reinforces the Tribunal jurisprudence which questions seriously the theory of "*pre-planned genocide*" of Tutsis by Hutus, Kagame's advisors think that the split of the Appeals Chamber would make easier for them to influence the decisions of the judges of the Appeals Chamber who will be henceforth dealing only with the appeals from the ICTR. It is for that reason that Ambassador Joseph Nsengimana did not hesitate to recommend the split while brandishing the usual weapon against the ICTR which is blackmail and threat.

We consider that the ICTR should not yield to that blackmail by the RPF regime; on the contrary, it must stick to the directions of its new President who puts emphasis rightly on the guaranty of justice, fairness and impartiality. Indeed, during the presentation of his report on the ICTR before the UN General Assembly, on October 15, 2007, President Byron declared: *« I must recall that in founding Resolution of the ICTR the Security Council explained that the motive for setting up the tribunal was to bring peace to the Great Lakes Region and to deter the concept of impunity for mass atrocity. It is significant that for those political purposes, a judicial institution was established. At first glance, the Tribunal might be judged as a success or a failure by certain political criteria. But there are legal criteria by which it must be judged as a court. It will be held to have succeeded or failed by credibility and fairness of its trial process. More importantly, I submit, that the explicit political purpose in its creation may best be served by its success as a court and the fairness of its process. »* On December

---

<sup>1</sup> Madame Florence Hartmann, *Paix et châtement: les guerres secrètes de la politique et de la justice internationales* (Paris, Flammarion, 10 septembre 2007), p. 262 to 275

10, 2007, before the UN Security Council, he added: « *The impact of the Tribunal's work has already extended beyond the number of persons prosecuted and judgments rendered. One of the fundamental and lasting contributions of the Tribunal is bringing justice to the peoples of Rwanda and Great Lakes Region. Justice is an essential element of peace and reconciliation. There will be no lasting peace if there is no credible international justice perspective that unites on high level, the peoples of Rwanda and the Great Lakes Region, who have suffered from the heinous crimes committed in 1994.* »

Honorable Judge Byron made those two statements in the interval of two months, just a few months after his election as the President of the International Criminal Tribunal for Rwanda in replacement of honorable Judge Eric Møse. We do not have any reason to doubt about his good faith when he openly insists on impartial trials in the ICTR, or when he expresses clearly his support for fairness of procedures and for eradication of impunity enjoyed by some persons responsible of horrible crimes which plunged Rwanda into mourning. Honorable Judge Byron has probably understood that it is on that sole condition that the ICTR can hope achieve the beginning of national reconciliation and bring a lasting peace in the Great Lakes Region which suffered so much from the Rwandan conflict.

Unfortunately, everybody in the ICTR does not seem to share the concerns of the new President. For example, we note with great regret that, Prosecutor Hassan Bubacar Jallow, does not show any sign indicating that he is ready to stand out from the maneuvers initiated a long time ago by his Office under the pressure from the government of Kigali and its powerful sponsors. It is in that sense that we understand his stubbornness in requesting the transfer of some cases to Rwandan jurisdictions when those trials can be held in the ICTR according to unanimous opinion by organizations for the defense of human rights opposed to his plan. Moreover, as we said in our letter to the President of the Tribunal dated December 10, 2007, it is not understandable that the Prosecutor requests the transfer of cases of accused persons to Rwanda while the Chambers dealing with the cases have already scheduled the commencement of the trials<sup>2</sup>.

We take this opportunity to express our serious concerns following the decisions rendered by the Chambers designed to decide on the transfer to Rwanda of the cases of the accused Gaspard Kanyarukiga, Ildéphonse Hategekimana and Yussuf Munyakazi. We note that there are contradictions which indicate already a lack of impartiality. Indeed, in the case of Munyakazi, the Chamber dealing with that case rejected the motion filed by the Association of Defense Lawyers (ADAD) to intervene in that procedure as "*Amicus Curiae*". In its decision, the Chamber asserted that the representation of that Association would not be impartial. In the Kanyarukiga case, the Chamber dealing with that case granted to the Government of Rwanda the authorization to intervene as "*Amicus curiae*" despite the fact that Rwanda is a party in the proceeding, therefore inevitably partial, and without taking into account the fact that in its representation, the Rwandan government avails itself of supporting the Prosecutor's cause. This is clearly what is convenient to call a policy of double standards or, worse, a discriminatory justice. It is the reason why we support, without reservation, the ADAD motion for reconsideration of December 13, 2007 decision in the case *the Prosecutor vs Yussuf Munyakazi (ICTR-2001-36A)*, filed on December 17, 2007.

Given the fact that the four cases concerned can be perfectly tried by the ICTR as the Prosecutor himself confirmed it<sup>3</sup>, the Chambers dealing with the cases should consider that his motions are

---

<sup>2</sup> The beginning of the Hategekimana trial was scheduled for September 2007 whereas the Gatete and Munyakazi trials were scheduled for January 2008.

<sup>3</sup> See the ICTR Prosecutor declaration reported by Agence Hirondelle of 17/12/2007

moot and order the commencement of the trial without delay. We take this opportunity to renew our suggestion to extend the ICTR mandate not only in order to finish all trials serenely and in compliance with good administration of justice, but also and mostly, in order to review judgments founded on wrong basis as we emphasized it in our Declaration of November 15, 2007. That extension would serve also for arresting and trying RPF members responsible of crimes against international humanitarian law committed in Rwanda in 1994. In so doing, the ICTR will get rid of the accusation of having institutionalized impunity and compromised reconciliation of the Rwandan people.

Lastly, we would like to draw again your attention to our request concerning the transfer of convicted persons mentioned in many of our previous letters especially in our letter of September 19, 2004. In his response dated September 22, 2004, the ICTR President confirmed to us that Benin, France, Italy, Mali, Sweden and Swaziland were ready to receive convicted persons and assured us that transfer will be done pursuant to the Directive of May 10, 2000 which stipulates that the position of the convicted person and the proximity of his family in relation to the place of imprisonment will be taken into consideration. But, we note with regret that, since 2003, there was not any transfer even though the number of those awaiting transfer continued to rise and despite their individual requests for transfer many times renewed. We consider that it is urgent to apply the existing measures and carry out the transfer of the convicted persons to countries where they have to execute their sentences, but to the exclusion of Rwanda.

Sincerely yours.

The signatories: see the attached list

copy to:

- The President of the UN Security Council;
- The ICTR Judges (all);
- The ICTR Registrar, Arusha;
- The ICTR Prosecutor, Arusha;
- Defense Lawyers (all);
- ADAD President, Arusha;
- Commission for Human Rights, Geneva;
- International Commission of Jurists, Geneva.
- American Association of Jurists;
- International Association of Democratic Jurists, New Delhi.
- European Court of Justice;
- European Court for Human Rights, Strasbourg;
- African Court for Human Rights;
- Amnesty International, London;
- Families of the signatories;
- Center fighting against Impunity and Injustice in Rwanda, Brussels;
- FDU (Forces Démocratiques Unifiées);
- Dukomere Association, Brussels;
- Lawyers Without Borders, Paris;
- FDIH, Paris;
- Human Rights Watch, New York;
- The press.

Liste des signataires de la lettre du 10 janvier 2008 adressée au Secrétaire Général de l'ONU  
et au Président du TPIR dont l'objet est : « Dénonciation du chantage continu du régime de  
Kigali sur le TPIR »

1. BARAYAGWIZA Jean Bosco

2. BIKINDI Simon

3. BIZIMUNGU Augustin

4. GACUMBITSI Sylvestre

5. GATETE Jean Baptiste

6. HATEGKIMANA Ildephonse

7. IMANISHIMWE Samuel

8. KABILIGI Gratien

9. KAJELIJELI Juvénal

10. KAREMERA Edouard

11. KARERA François

12. KALIMANZIRA Callixte

13. MUHIMANA Mika

14. MUNYAKAZI Yusuf

15. NAHIMANA Ferdinand

16. NCHAMIHIGO Siméon

17. NDAYAMBAJE Elie

18. NDINDILYIMANA Augustin

19. NGIRUMPATSE Matthieu

20. NIYITEGEKA Eliezer

21. NSENGIYUMVA Anatole

22. NTABAKUZE Aloys

23. NTAHOBARI Shalom Arsène

24. NTEZIRYAYO Alphonse

25. NYIRAMASUHUKE Pauline

26. NZIRORERA Joseph

27. RENZAHU Tharcisse

28. RUTAGANDA Georges

29. SAGAHUTU Innocent

30. SEMANZA Laurent

31. SETAKO Ephrem

32. SIMBA Aloys

33. ZIGIRANYIRAZO Protais